Comment l’Algérie expulse ses migrants subsahariens dans le désert à bas bruit : en avril et mai, 16 000 expulsions

28/06/2025 à 12h29



En avril et mai, 16.000 Subsahariens ont été expulsés par l’Algérie vers le désert au nord du Niger. Derrière cette politique de rafles discrètes, Alger resserre ses liens avec la Tunisie, qui adopte les mêmes méthodes, loin des regards. Aux yeux des autorités, pas de sujet. Dans les médias d’État algériens, pas un mot. En Algérie où règne un «racisme» assumé, l’origine de ces migrants constitue une double peine. «*Une chose est sûre, on ne dira jamais rien des Irakiens, des Libyens, des Syriens en Algérie. Mais ceux qu’on appelle “kahlouches”, “nègres”, sont maltraités. Dès que c’est de couleur, on expulse*», souligne le journaliste Daoud Imoulayen.

«*Ils viennent nous faire la morale mais c’est un comble, alors qu’eux-mêmes ne s’embarrassent pas de l’État de droit*» , tance Xavier Driencourt, l’ancien ambassadeur de France à Alger.

Dans la chaleur torride du désert entre le Niger et l’Algérie , des files de camions se dirigent vers la frontière. À leurs bords, des dizaines et des dizaines de migrants – jusqu’à plus de 1000 en une journée. Les forces de l’ordre algériennes les laissent sans eau ni nourriture, sous des températures avoisinant les 50°C. Le cri d’alarme est

venu d’abord d’ONG. Dans une déclaration commune publiée le 20 mai, plusieurs collectifs africains, notamment Alarme Phone Sahara et le Réseau Maghreb Sahel sur les migrations, ont alerté sur les méthodes «brutales», «inhumaines» parfois mortelles de ces véritables «rafles», opérées dans la plus grande discrétion.

Puis, les autorités nigériennes elles-mêmes ont brisé le tabou. À la télévision publique en mai, le général Ibrah Boulama Issa, gouverneur d’Agadez, ville carrefour pour les migrants venus de Côte d’Ivoire, du Mali, du Niger, du Burkina, a alerté sur une «vague de refoulement sans précédent de migrants en provenance d’Algérie». Dans la localité frontalière d’Assamaka, les centres de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), l’organisme onusien, sont en situation de «surpopulation», a indiqué le gouverneur. […]

Le Figaro

Merci à moi